Elections Législatives du Dimanche 23 Novembre 1958

4e CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE

Mes Chers Amis,

Les militants socialistes de la nouvelle première circonscription de Morlaix m'ont désigné, à l'unanimité, comme candidat du Parti Socialiste S.F.I.O. aux élections législatives du 23 Novembre 1958.

La même unanimité s'est manifestée pour désigner, comme suppléant, mon ami Ary FICHEZ, Docteur en Médecine à *Plougoulm,* dont tout le monde reconnaît, non seulement la valeur professionnelle et la haute culture, mais aussi les qualités humaines et le sens développé du social.

Elu député pour la première fois en 1936, au scrutin d'arrondissement, je compterais plus de 22 années de mandat législatif si je n'avais pas été révoqué par « Vichy », au temps de l'occupation et de la Résistance, époque pendant laquelle, comme tant d'autres, j'ai connu les dures et exaltantes années du combat patriotique clandestin.

Candidat une nouvelle fois aujourd'hui, au nom d'un grand Parti auquel j'ai adhéré en 1925, à l'âge de 16 ans, je viens solliciter vos suffrages.

Vous trouverez au verso de cette feuille le résumé du programme du Parti Socialiste. J'en parlerai dans les réunions. Je répondrai aux questions qui me seront posées.

Mais je voudrais vous dire, très sincèrement, qu'il s'agit beaucoup plus, entre nous, D'UNE QUESTION DE CONFIANCE QUE D'UN DE CES CATALOGUES DE PROMESSES QUE LA PLUPART DES CANDIDATS ETABLISSENT FACILEMENT AU MOMENT DES ELECTIONS ET OUBLIENT ENSUITE SANS AUCUN SCRUPULE.

Conseiller Général depuis 24 ans, maire depuis 23 ans, député depuis 22 ans, tenant ouverte, 1, rue Haute à Morlaix, depuis 1936, une permanence où jamais l'on ne se soucie de l'opinion de celui ou de celle qui expose une cause juste ; IL EST NORMAL QUE VOUS NE ME FASSIEZ CONFIANCE POUR L'AVENIR QUE DANS LA MESURE OU ETAIT MERITEE LA CONFIANCE QUE VOUS M'AVEZ ACCORDEE JUSQU'ICI A DES MAJORITES REGULIEREMENT ACCRUES.

J'ai conscience — et le dis simplement — d'avoir fait tout mon devoir, dans un esprit de large tolérance, avec désintéressement, sans arrières-pensées et aussi, je le crois, avec une constance qui a souvent permis l'efficacité.

MAIS C'EST A VOUS, MES CHERS COMPATRIOTES ; C'EST A VOUS, ELECTRICES ET ELECTEURS, QU'IL APPARTIENT, PAR LE VOTE QUE VOUS EMETTREZ LE 23 NOVEMBRE, D'APPRECIER ET DE JUGER.

ooo

Quelques mots encore :

Mon vote contre l'investiture du général De Gaulle et ma décision de voter « non » à l'occasion du référendum, ont réjoui, je le sais, ceux de mes adversaires qui sont de mauvaise foi. Ils ont parfois attristé des amis sincères.

Comme beaucoup d'autres démocrates, j'ai été révolté par le coup de force du 13 Mai et les événements qui ont suivi. Je l'ai dit et écrit à plusieurs reprises.

Mais, chaque fois, et à l'Assemblée Nationale, le 1er Juin dernier, j'ai affirmé que LA PERSONNE DU GENERAL DE GAULLE N'ETAIT PAS EN CAUSE. Il l'a d'ailleurs bien compris et me l'a écrit depuis, à titre personnel et amical, en des termes qui m'ont très touché.

Ce que je refusais essentiellement, c'était : 1°) *de laisser abdiquer la souveraineté populaire devant une petite minorité de rebelles ;* 2°) *d'accepter un texte constitutionnel qui, à mes yeux, donne la possibilité d'établir un pouvoir personnel sans limite, au profit d'un homme qui, demain, pourrait être un aventurier et non plus le général De Gaulle.*

ooo

Maintenant, la nouvelle Constitution, votée le 28 Septembre 1958, existe légalement.

Mais les meilleurs des républicains, devant les menaces de certains groupements d'extrême-droite, appuyés par les ultras d'Algérie, comprennent que la seule façon d'empêcher que cette Constitution soit dangereusement utilisée, *c'est d'envoyer au Palais-Bourbon une Assemblée Nationale de gauche.* IL EST, CHAQUE JOUR, PLUS EVIDENT QUE C'EST AUSSI LA PENSEE DU GENERAL DE GAULLE LUI-MEME. SON COMPORTEMENT, SES ACTES AUDACIEUX DE CES TEMPS DERNIERS LE PROUVENT.

Chacun sent que nous risquons de connaître des échéances très dures, sur les plans financier, fiscal, économique ou de la grande communauté française en gestation.

C'est avec gravité, me plaçant en dehors des soucis électoraux légitimes, que je vous affirme ma conviction totale qu'une Assemblée Nationale de droite ou de centre-droit en France, en ce moment, marquerait le départ d'une crise tragique qui risquerait d'être néfaste à notre pays.

ooo

De grands problèmes régionaux et professionnels sont posés dans notre circonscription, de l'Argoat à l'Armor.

Sur ce point aussi, vous me mépriseriez si je faisais ici un tableau idéal de promesses. C'est à nouveau une question de confiance. Si j'ai la joie d'être votre député, je procèderai comme par le passé, en réunissant, sans tapage, les élus, les délégués professionnels et syndicaux, les techniciens et les administrateurs intéressés. C'est comme cela que l'on fait du bon travail au lieu d'une vaine et bien laide publicité.

ooo

Ce n'est pas un tract et des slogans que je vous adresse à la veille du scrutin. C'est beaucoup plus une lettre amicale, fraternelle et confiante.

Vous allez voter librement. Je souhaite que votre verdict me soit favorable. Mais, quoi qu'il arrive, je resterai activement fidèle, tant que mes forces me le permettront, aux travailleurs du Pays Breton, à la France, à la République et à un Socialisme profondément humain et authentiquement démocratique.

Tanguy-Prigent

Député sortant
Maire de St-Jean-du-Doigt
Conseiller Général
Ancien Ministre de l'Agriculture
Ancien Ministre des Anciens Combattants

IMPRIMERIE NOUVELLE — MORLAIX

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

Les élections du 23 Novembre seront capitales pour l'orientation de la Ve République.

Devant les premières manifestations d'une crise économique dont les conséquences risquent de peser lourdement sur les classes laborieuses, devant la gravité de la situation financière de notre pays, le Parti Socialiste vous présente le programme que ses élus défendront au Parlement.

I. Il faut faire la paix en Algérie

Le douloureux conflit algérien ruine nos finances et sacrifie notre jeunesse. Il constitue un danger permanent pour la démocratie française. Seule, une solution politique peut mettre fin à ce drame.

Le Parti Socialiste soutiendra tous les efforts accomplis en vue d'aboutir à une solution libérale du problème algérien, dans le cadre d'une communauté fraternelle enfin instaurée.

II. Notre agriculture a besoin de réformes profondes

Les gouvernements réactionnaires n'ont pas cessé de porter atteinte au STATUT DU FERMAGE, œuvre de notre camarade *Tanguy-Prigent,* et ont laissé se détériorer peu à peu le niveau de vie rural.

A la veille de l'entrée en vigueur du Marché Commun, notre agriculture ne peut que difficilement soutenir la concurrence de pays mieux équipés que le nôtre. Un immense effort de MODERNISATION DE NOTRE AGRICULTURE est nécessaire dans le domaine :

— de l'enseignement agricole ;
— des prêts d'investissement et des prêts sociaux ;
— de l'équipement collectif des campagnes ;
— de l'organisation des marchés ;
— de la protection de l'exploitation familiale.

Une productivité accrue, l'orientation de l'agriculture vers les débouchés du Marché Commun devraient alors assurer aux producteurs l'écoulement de leurs marchandises à des prix suffisamment rémunérateurs.

Le paysan doit être traité à égalité avec les autres travailleurs. Tanguy-Prigent, au nom du Parti Socialiste a déposé une proposition de loi ÉTENDANT LA SÉCURITÉ SOCIALE TOTALE A L'AGRICULTURE et aux artisans ruraux : *notre parti s'emploiera à faire aboutir cette réforme essentielle pour la paysannerie française. Elle intéresse également les commerçants.*

LA LOI-CADRE DE L'AGRICULTURE, initiative socialiste, dont les partis réactionnaires ont, jusqu'ici, empêché le vote, peut promouvoir une véritable expansion de l'agriculture.

Face aux fluctuations économiques et aux calamités atmosphériques, nous réclamons la garantie d'un REVENU MINIMUM ANNUEL (Fonds National de Péréquation. Projet Tanguy-Prigent et Kléber Loustau.)

III. La défense des travailleurs de toutes conditions

La crise économique qui s'annonce, déjà sensible dans le bâtiment et dans certains commerces, rend plus urgente la remise en ordre de notre économie, et nécessite des mesures de protection en faveur de toutes les catégories de travailleurs.

Pour le commerçant et l'artisan : une véritable RÉFORME FISCALE qui supprime les injustices et la complexité de la fiscalité actuelle en établissant l'*impôt unique à la production* (sous forme, par exemple, d'impôt sur l'énergie.) La Sécurité Sociale totale dont il est parlé plus haut.

Pour l'ouvrier : une POLITIQUE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE ET DE PLEIN EMPLOI, telle que l'a toujours recommandée le Parti Socialiste, par une organisation méthodique de l'économie nationale. Dans l'immédiat, le Parti Socialiste s'emploiera à obtenir la *suppression des abattements de zone et le vote du projet de loi Gazier* (remboursement des frais à 80% par la Sécurité Sociale).

Pour le Pêcheur :

— Garantie d'un revenu minimum annuel ;
— Equipement individuel et collectif ;
— Prêts « techniques » et sociaux ;
— Elévation des « bases » de calcul des retraites, des pensions, des pensions des veuves et des orphelins.

Pour le Fonctionnaire : un niveau de vie décent, en fonction des responsabilités qui lui incombent dans la Nation, et adaptés au coût actuel de la vie. Application intégrale aux retraités civils, militaires et Anciens Combattants et Victimes de Guerre des lois socialistes qui ont créé la péréquation et le rapport constant.

IV. Il faut songer à nos jeunes

Dans le monde moderne, dominé par la science, on a surtout besoin d'un personnel humain hautement qualifié. Il faut donner à l'EDUCATION NATIONALE les moyens nécessaires à la formation intellectuelle et technique de la jeunesse : les jeunes doivent pouvoir poursuivre leurs études aussi loin que leurs aptitudes le permettent.

V. Une juste répartition du revenu national

Ce qui suppose :

— La sécurité du travail par l'institution du salaire annuel garanti ;
— La sécurité de la vieillesse par l'amélioration de la retraite des vieux ;
— Le maintien de la valeur de la monnaie par la lutte contre l'inflation et contre toute nouvelle dévaluation dont souffriraient surtout les classes laborieuses ;
— La suppression des privilèges scandaleux dont bénéficient les féodalités économiques de notre pays.

LE PARTI SOCIALISTE EST LE GRAND PARTI DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS. Il n'est pas une formation de circonstance, destinée à faire élire des politiciens changeant d'étiquette selon les événements.

Il reste le Parti Socialiste S.F.I.O., au service du monde du travail et animé d'un idéal humain. Il donne au pays les hommes courageux et lucides qui n'hésitent jamais en toutes circonstances, à prendre leurs responsabilités.

Soyez fidèles à votre tradition républicaine.

Manifestez, par un acte de confiance, votre espoir en une société nouvelle.

Portez le Parti de la paix, de la liberté et du progrès à l'avant-garde de la Ve République !

VOTEZ SOCIALISTE !

LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DU FINISTÈRE.

Vu : LES CANDIDATS.